

Déclaration de Jean-Claude SANDRIER

Président de l'association Urgence Ligne POLT

Député honoraire

Communiqué
Vierzon, le 25 juin 2015

Après l'entrevue au ministère des transports

Comme convenu lors de l'entrevue de mars dernier, une nouvelle rencontre a eu lieu au ministère des transports, entre le conseiller spécial du ministre, M. Jean Mallot, deux conseillers techniques, et une délégation de parlementaires de la ligne POLT* accompagnés du président de l'association Urgence Ligne POLT.

Chacun a souligné les points positifs que contenait le rapport Duron sur « l'avenir des trains d'équilibre du territoire » et plus précisément sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. La configuration de cette ligne comme grande radiale nationale de Paris à Toulouse est un acquis majeur.

L'idée émise depuis 5 ans par notre association d'élaborer un schéma directeur pour POLT et la constitution d'un comité de pilotage pour sa définition et sa mise en œuvre a reçu un accueil favorable du ministère. Monsieur Jean Mallot indiquant que « cela ne pose pas de difficulté majeure ».

Sur la question délicate du choix d'un matériel neuf et des délais de livraison, pour lesquels notre association a précisé que 7 à 10 ans d'attente n'était pas acceptable, le conseiller du ministre a indiqué que « le ministre travaillait actuellement sur ce sujet et que vraisemblablement il serait en mesure d'apporter des précisions dans la première quinzaine de juillet ». Nous avons insisté sur l'urgence d'avancer sur ce dossier car des trains neufs, confortables avec les services nécessaires constitueraient une avancée tangible pour les usagers de la ligne.

Quant aux dessertes, le conseiller a précisé que « le rapport Duron n'était pas le rapport du gouvernement » et qu'il était ouvert à ce que notre association mais aussi les élus des territoires concernés fassent remonter au ministre tous les éléments justifiant de la nécessité de maintenir les dessertes et arrêts mis en causes. Unaniment, nous avons indiqué que les diminutions de dessertes au sud de Limoges n'étaient pas acceptables.

S'agissant des infrastructures, le cabinet du ministre a été plus discret indiquant que l'effort entrepris (doubler les investissements de 500 millions d'€ à 1 milliard sur 10 ans) allait se poursuivre – quant au passage de 1 milliard à 1,5 milliard, il n'y a pas eu de réponse. Au moins pour l'instant. Nous avons précisé que cette demande d'augmentation des crédits était à la fois le fait de la commission Duron et également celle du Président de Sncf Réseau, M. Rapoport.

Il est bien évident qu'après cette rencontre et les annonces du ministre en juillet, nos Etats Généraux du 26 septembre à Gourdon viennent à point nommé pour que les actes suivent les paroles et que les questions en suspens trouvent une issue dans l'intérêt des usagers et de nos territoires.

** étaient présents : Dominique Orliac, députée du Lot, Sophie Dessus, député de la Corrèze, Nicolas Sansu, député du Cher, Jean-Jacques Lozach, sénateur de la Creuse, Jean-Claude Sandrier, président de l'association Urgence Ligne POLT, Mounire Lyame, conseiller départemental du Cher et secrétaire de l'association, les collaborateurs parlementaires d'Isabelle Bruneau (Indre) et Michel Vergnier (Creuse).*